Les PPP devront muter pour traverser la crise

Elodie Cloâtre | 11/10/2012 | 18:17 | [Commande publique](#)

La 6^{ème} édition des Rencontres internationales des PPP (LRIPPP) s'est tenue à Paris les 10 et 11 octobre 2012. Pour bon nombre des acteurs présents, le partenariat public-privé a sans conteste trouvé sa place dans la palette des outils de la commande publique, malgré la crise. Mais des adaptations s'imposent...

Oui, c'est la crise, oui, les craintes concernant les défis économiques et financiers à relever sont bien présentes, mais tout n'est pas perdu ! Premier constat de la 6^{ème} édition des LRIPPP : le marché français des PPP s'est installé au premier rang européen en 2011, en volume, avec 41 contrats pour un montant de 5,6 milliards d'euros. Pour François Bergère, directeur de la Mission d'appui aux partenariats public-privé (Mapp), « l'année qui vient de s'écouler est, exceptionnelle, hors normes, à tous égards ». Il ne faut pas pour autant faire abstraction de l'évolution générale à la baisse au premier semestre 2012, et bien y voir les premiers signes d'un tassement des opérations lancées en PPP.

Ceci est dû à une accumulation de facteurs susceptibles de remettre en cause les PPP tels qu'ils ont été pratiqués ces dernières années. Et tout d'abord, le financement à long terme de ce type de contrat ; il est difficile et de plus en plus cher de trouver du financement privé. Les contraintes économiques et budgétaires sont de plus en plus prégnantes. C'est ainsi que vient de paraître un décret sur la « soutenabilité budgétaire » ([cliquez ici pour voir notre article](#)).

A cela s'ajoutent les interrogations sur le plan politique quant aux orientations des nouveaux responsables suite au changement de majorité. Une série d'audits a été confiée par les pouvoirs publics à l'Inspection générale des finances, sur les modes opératoires des PPP : verdict à la fin du mois d'octobre.

Enfin, se pose la question du traitement fiscal des PPP avec le plafonnement de la déductibilité à l'impôt sur les sociétés. Un changement des règles ne serait pas neutre et impacterait le modèle économique des opérations basées sur un endettement longue durée, générateur de fort volume d'intérêts.

Des pistes pour relancer le PPP

Un constat s'impose, à écouter les participants aux LRIPPP : des adaptations seront nécessaires. François Bergère, directeur de la Mapp, a évoqué quelques pistes lors de la conférence inaugurale des Rencontres :

- être plus sélectif en amont dans le choix des projets lancés, avec une phase plus systématique de vérification de la rentabilité socio-économique des projets pour les donneurs d'ordre publics,
- bien choisir le mode de réalisation en fonction des caractéristiques de chaque projet, sans négliger la complémentarité entre les différents modes de gestion (délégations de service public, marchés publics et PPP),
- prévoir une durée plus courte pour les contrats, afin de mobiliser plus facilement les financements bancaires,
- renforcer la professionnalisation des équipes pour améliorer la conduite des projets dans les différentes étapes, y compris la phase d'exploitation*.

L'importance du suivi du projet

Pour autant, « comparé à une délégation de service public ou à un marché sous une forme classique loi MOP, le PPP est adapté à ce que sont les défis de notre modèle économique : transition énergétique, réhabilitation des infrastructures routières et ferroviaires, problématique d'aménagement urbain... », estime Razzy Hammadi, député (PS) de Seine-Saint-Denis. Ce type de contrat est adapté pour des projets d'infrastructures majeurs. En effet, œuvrer en PPP comporte des avantages qu'énumère François Montarras, vice-président de l'université Paris Diderot VII : approche globale de l'opération, sécurisation des délais, réduction des coûts... La réussite du projet qu'il vient de mener à bien (achèvement des travaux de l'université le 7 septembre 2012, dans les délais et avec un loyer inférieur à celui qui était initialement prévu), est liée, selon lui, à plusieurs facteurs : avoir un vrai projet avec des activités quantifiées, être entouré de partenaires sérieux et solides, avoir un soutien technique, juridique, financier, et surtout assurer un suivi du projet via un comité de pilotage, réactif et opérationnel.

58 % des collectivités sont prêtes à tenter le PPP... avec de l'aide

Ces Rencontres ont également été l'occasion pour Marc Teyssier d'Orfeuil, délégué général du Club des PPP, de présenter les résultats d'une enquête menée auprès des collectivités territoriales (378 répondants). Verdict : 65 % des collectivités connaissent le contrat de partenariat contre 58 % en 2008. Dans ce type de contrat, les avantages soulignés par les collectivités sont majoritairement le fait d'avoir une approche globale construction / exploitation (37 %), ainsi que des délais mieux respectés (16 %). Des points positifs, mais pas seulement : aux dires des collectivités, les inconvénients sont notamment le coût plus élevé (28 %), la complexité administrative (27 %) et la perte de contrôle de l'organisation du projet (14 %). Un chiffre à noter : 58 % des collectivités sont prêtes à lancer un PPP moyennant une aide extérieure, qu'il s'agisse de conseil financier, juridique ou technique, sans oublier l'appui de l'administration centrale.

"L'accès des PME/PMI à ce type de contrat reste l'un des points faibles sur lesquels il reste beaucoup de communication pédagogique à faire", précise Marc Teyssier d'Orfeuil.

* Sur ce point, la chaire Economie des partenariats public-privé* (eppp) de l'IAE de Paris vient de publier les résultats d'une étude mesurant la performance globale des contrats de partenariat, en phase construction mais également exploitation (voir notre article en [cliquant ici](#)).

FOCUS

Les champions des PPP

Comme chaque année, les Rencontres internationales des PPP sont l'occasion pour le Club des PPP de décerner des prix : d'un côté, des récompenses à titre individuel pour saluer les hommes qui œuvrent au développement des PPP en France, et de l'autre, des prix projets afin de saluer les contrats novateurs.

Les prix individuels sont les suivants :

- Le Prix des "relations publiques" a récompensé Robert Stakowski, directeur projet de la Mapp
- Le Prix de "l'esprit régalien" revient à Michel Scialom de la Mapp
- Le Prix de "la présence engagée" a été remis à Gregory Berkovicz du cabinet d'avocats GB2A
- Le Prix de « la continuité » revient à Eric Doligé, sénateur du Loiret

Les prix projets sont les suivants :

- Le Prix de la "revitalisation urbaine" a été remis, pour le projet de l'Arena de Dunkerque, à Michel Delebarre, président de la Communauté urbaine de Dunkerque
- Le Prix de la "recherche et du futur" a récompensé l'opération GreEN-ER sur le campus de Grenoble, dans le cadre du plan Campus
- Le Prix de "l'audace" revient au conseil général de Seine-Saint-Denis, pour les collèges de ce

département

- Le prix de "l'interconnexion européenne" revient au projet de la LGV pour le contournement Nîmes Montpellier porté par RFF
- Le Prix de la "mutualisation" a été remis à la communauté d'agglomération du bassin d'Arcachon sud (Cobas), pour un contrat de partenariat pour trois piscines
- Le Prix de "l'école pionnière" a été remis pour le groupe scolaire Langevin porté par la commune de Corbeille Essonne
- Le Prix de la « mobilité verte » revient à François Rebsamen, sénateur maire de Dijon, pour le projet de tram et bus hybrides du grand Dijon
- Le Prix de « l'Euro 2016 » revient à Alain Juppé, maire de Bordeaux pour le stade de Bordeaux
- Le Prix « France-Amérique » a récompensé le centre aqualudique de St Dié-des-Vosges
- Le prix de « l'enseignement durable » revient pour les contrats de performance énergétique des 100 écoles de la Ville de Paris

Elodie Cloâtre | Source LE MONITEUR.FR